

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi  
Semaine du 16 octobre 2023

### Régional

#### Forum des Nouvelles routes de la Soie à Pékin

Pour marquer le dixième anniversaire des Nouvelles routes de la Soie lancées par Xi Jinping, la Chine accueille son troisième forum international et reçoit plus de 130 dirigeants d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'autres marchés émergents. Des figures telles que : William Ruto pour le Kenya, Abiy Ahmed pour l'Éthiopie ou encore Denis Sassou N'guesso pour le Congo sont présentes depuis le début de la semaine à Pékin et ont pris part aux échanges qui se sont tenus mardi et mercredi. Dans ce cadre, le président Ruto a annoncé que le Kenya chercherait à améliorer l'environnement des affaires pour les investisseurs chinois dans son pays. De plus, à la suite d'échanges avec ses homologues ougandais, de RDC et du Congo-Brazzaville, le président kenyan a annoncé la recherche de potentiels investisseurs chinois pour poursuivre la construction du projet SGR qui devait relier la côte ouest à la côte est africaine. En août le Kenya et l'Ouganda avait déjà signé un accord pour solliciter conjointement des financements afin d'étendre le SGR jusqu'à Malaba et Kampala. Pour rappel, le SGR, qui relie actuellement Mombasa à Naivasha, avait conduit le Kenya à accumuler, pour ce projet, plus de 4,5 Mds USD de dette auprès de créanciers chinois.

### Burundi

#### La BAD accorde un financement pour le secteur de l'eau de 13,5 MUSD

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a accordé un financement de 13,5 MUSD au Burundi pour appuyer le pays dans la mise en oeuvre de la Phase I du Projet d'appui au secteur de l'eau et au renforcement de la résilience aux changements climatiques (PASEREC). Ce financement provient de la Facilité d'appui à la transition (instrument financier de la BAD) auquel le gouvernement burundais doit apporter une contrepartie d'1,7 MUSD et le Centre mondial pour l'adaptation (GCA) une contribution de 171 kUSD. Ce projet englobe

4 composantes : (i) développement des infrastructures hydrauliques, hydroagricoles résilientes et de développement économique et social (6,7 MUSD) ; (ii) appui à la réforme sectorielle et au renforcement des capacités (2,4 MUSD) ; (iii) appui au renforcement de la résilience au changement climatique et à la mise en valeur durable de la ressource en eau (1,8 MUSD) et (iv) la gestion et la coordination du PASEREC (4,4 MUSD). Le projet permettra de réaliser 18 systèmes d'approvisionnement en eau potable, de subventionner 4 500 branchements individuels, de construire plus de 750 latrines et dispositifs de lavage des mains, et de sensibiliser plus de 315 000 habitants.

## Comores

### Signature d'un protocole d'accord entre les Comores et la *Bank of Africa* portant notamment sur l'ouverture d'une filiale dans le pays

Les autorités comoriennes, représentées par le ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque centrale, d'une part, et le groupe *Bank of Africa (BOA)*, d'autre part, ont signé un protocole d'accord. Cette signature a eu lieu en marge des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI qui se sont tenues à Marrakech. Cet accord prévoit l'ouverture d'une filiale de la *Bank of Africa* sous le nom de *BOA Comores*, ainsi que la reprise de la Banque fédérale de Commerce. Une mission de la *BOA* est prévue dans la capitale comorienne, Moroni, avant la fin de cette année.

## Djibouti

### Formalisation de l'intérêt de l'opérateur SEA-Invest pour les terminaux vraciers djiboutiens

Le Fonds souverain de Djibouti et la *Great Horn Investment Holding* ont conclu un protocole d'accord avec l'opérateur de terminaux vraciers belge, *Sea-Invest*, visant à permettre des opérations d'exportation depuis le port minéralier du Goubet. Le protocole porterait également sur un potentiel co-investissement de l'entreprise dans l'un des terminaux de stockage de liquide en vrac du projet portuaire de Darmejog. Le port du Goubet, construit sur financement chinois (prêt de 64 MUSD) et inauguré en 2017, vise à fournir un débouché pour l'exportation des ressources salines du lac Assal. Le port est entièrement détenu par la *Great Horn Investment Holding* (la société d'investissement de l'Autorité des ports et des zones franches de Djibouti). La mise en opération de ce port permettrait d'encourager l'exploitation et l'export de perlite, de sel, puis après transformation, de bromure de sodium et de soude caustique. Le pays est déjà exportateur de bromure de sodium (56 MUSD, soit 15 % des ventes djiboutiennes à l'international) issu de la production semi-industrielle assurée par la société *Salt Investment*, joint-venture sino-djiboutienne bénéficiant d'un contrat exclusif sur la concession du lac.

# Ethiopie

## 500 MUSD de revenus attendus pour le secteur minier éthiopien sur l'année 2022/2023

Le ministère des Mines a annoncé son plan de générer plus de 500 MUSD via le secteur minier durant l'année budgétaire en cours. Pour atteindre cet objectif, il compte soutenir les entreprises qui sont engagées dans ce secteur afin de développer leurs capacités. D'après le ministère des Mines, le nombre d'entreprises, tant locales qu'internationales travaillant dans ce secteur, s'est accru durant les dernières années avec un nombre important d'entre elles transitant de l'exploration minière de minéraux vers l'exploitation comme illustré par l'entreprise *Kumrock Mining Company* qui, après une phase d'exploration des ressources minières dans la région Benishangul Gumuz, a entrepris la construction d'une usine de production dans la région pour un coût de 500 MUSD. Un deuxième levier que le ministère souhaite utiliser est la diversification des minéraux à l'export (secteur ayant généré 226,8 MUSD lors de l'année courante) y compris les minéraux industriels. L'Ethiopie est un pays possédant des ressources minières dont l'exploitation est devenue prioritaire en 2019 avec la conception du plan de réformes « *Homegrown Economic Reforms* ».

## Visite d'Etat officielle d'Abiy Ahmed en Chine

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed s'est rendu à Pékin pour une visite d'Etat officielle du 16 au 18 octobre 2023 à l'occasion du 3<sup>ème</sup> forum des Nouvelles Routes de la Soie. La rencontre entre le Premier ministre éthiopien et le Président chinois, Xi Jinping, a abouti sur la requalification de la relation bilatérale sino-éthiopienne en un partenariat stratégique « de toute circonstance ». Abiy Ahmed a ensuite appelé de ses vœux une coopération renforcée dans 5 secteurs clés (agriculture, tourisme, mines, les TICs et le secteur manufacturier) ainsi que le développement de meilleures synergies entre le *Ten Years Perspective Development Plan* (stratégie multisectorielle de l'Ethiopie couvrant la période 2021-2030) et l'initiative des Routes de la Soie proposée par la Chine. Douze accords de coopération et deux lettres d'intention ont été signés dans divers secteurs lors de cette visite. Notons que la Chine est le premier fournisseur de l'Ethiopie (19% des importations éthiopiennes) et le premier pourvoyeur d'IDE du pays (11% du stock d'IDE total en 2020).

## Revendication d'un droit au désenclavement par le Premier ministre Abiy Ahmed

Dans un discours télévisé prononcé le 16 octobre, le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, réaffirme les intérêts stratégiques de l'Ethiopie dans la mer rouge et fait le lien entre la garantie d'un accès sécurisé à la mer pour l'Ethiopie et le maintien de la paix dans la Corne. Est invoqué un droit naturel de cette dernière à disposer d'un débouché maritime au regard de son importance démographique (150 millions d'habitants d'ici 2030 soit le pays enclavé le plus peuplé au monde) mais aussi du droit international qui, selon le Premier Ministre, légitimerait les réclamations de désenclavement éthiopiennes. Abiy Ahmed affirme s'intéresser à 3 ports de la région à savoir les ports d'Assab et d'Adulis en Erythrée et le port de Zeila au

Somaliland; l'intégration de l'Éthiopie dans ces derniers pouvant se faire en échange d'actifs stratégiques éthiopiens (part de la production du Grand Barrage de la Renaissance ou encore entrée au capital d'entreprises publiques comme *Ethiopian Airlines* et *Ethio Telecom*). L'Éthiopie a perdu son accès à la mer notamment via le port d'Assab en 1998 des suites de la fermeture des frontières avec l'Érythrée sécessionniste. Les flux éthiopiens ont depuis été basculés vers le port de Djibouti par lequel transite aujourd'hui 95 % du commerce maritime de l'Éthiopie.

## Kenya

### Le prix et le plan de paiement des logements abordables du président Ruto dévoilés

Les Kenyans paieront entre 840 kKES et 5,8 MKES pour des maisons à bas prix dans le cadre du programme de logement du président Ruto, qui vise à construire 250 000 unités chaque année. Selon un document gouvernemental, les maisons seront classées en trois catégories : logements sociaux, logements abordables et logements du marché. Cette nouvelle catégorisation marque un changement de politique qui permettra aux travailleurs gagnant plus de 150 kKES par mois d'accéder à la propriété en vertu du programme financé par l'État. Dans le cadre du plan dirigé par le ministère du Logement et du Développement urbain, les logements sociaux comprendront des maisons d'une, deux ou trois pièces destinées aux habitants des bidonvilles. Les logements abordables seront constitués de studios, d'appartements de deux et trois chambres, tandis que les projets axés sur le marché comprendront des maisons de deux et trois chambres. Les unités classées comme abordables représenteront la moitié des maisons à construire dans le cadre du programme, tandis que les appartements du marché en représenteront 30 % et par conséquent, les logements sociaux représenteront les 20 % restants.

### Les dépenses pour des projets de développement atteignent un point bas en 5 ans

Les dépenses ministérielles pour les projets de développement ont atteint leur niveau le plus bas depuis 5 ans au cours du premier trimestre de cette année financière, ce qui indique un ralentissement des opportunités d'emploi dans le secteur public. L'administration de William Ruto a réduit de plus de moitié les dépenses consacrées aux projets d'investissement par rapport à la même période l'année précédente, au cours de laquelle 68,1 Mds KES avaient été dépensés dans le cadre de la transition du régime d'Uhuru Kenyatta. En effet, l'allocation aux projets de développement a été réduite à 27,9 % du budget révisé, tombant ainsi en dessous du seuil statutaire de 30 %. Les dépenses réelles pour l'année fiscale (se terminant en juin) étaient de 25,2 %, selon le Trésor. La réduction des dépenses consacrées aux projets de développement tels que les routes, l'eau, les centrales électriques, les logements ralentit l'activité économique, ce qui nuit à la création d'emplois et à la génération de recette publiques.

### Le Kenya sollicite des financements chinois à l'occasion de la visite du Président Ruto à Pékin

Dans le cadre du Sommet pour les nouvelles Routes de la soie, le président Ruto a affirmé que le Kenya cherchait à améliorer l'environnement des affaires pour les investisseurs chinois dans son pays. De plus, à la suite d'échanges avec ses homologues ougandais, de RDC et du Congo-Brazzaville, le président kenyan a annoncé la recherche de potentiels investisseurs chinois pour poursuivre la construction du projet SGR qui devait relier la côte ouest à la côte est africaine. En août le Kenya et l'Ouganda avait déjà signé un accord pour solliciter conjointement des financements afin d'étendre le SGR jusqu'à Malaba et Kampala. Pour rappel, le SGR, qui relie actuellement Mombasa à Naivasha, avait conduit le Kenya à accumuler, pour ce projet, plus de 4,5 MdsUSD de dette auprès de créanciers chinois.

## Madagascar

### Le gouvernement malgache signe un accord de prêt de 28 MUSD avec la BADEA au titre du projet d'échangeur routier de la capitale

Le gouvernement malgache, représenté par la ministre de l'Economie et des Finances, d'une part, et le président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), d'autre part, ont signé le 11 octobre un accord de prêt de 28 MUSD visant la réalisation du projet d'échangeur routier dit *Fly Over* à Ampasika, dans la périphérie de la capitale Tananarive. Ce projet, d'un coût total de 31,5 MUSD, sera complété par une contribution financière du gouvernement malgache à hauteur de 3,5 MUSD. Signé en marge des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale au Maroc, il vise notamment à faciliter les flux entrants et sortants du centre de la capitale vers sa périphérie à l'ouest, en particulier durant les heures de pointe ; et à améliorer la fluidité de la circulation des véhicules au rond-point « Maki » vers Andohatapenaka.

## Maurice

### Hausse des transferts des migrants vers Maurice au 1<sup>er</sup> trimestre 2023

Selon les statistiques de la Banque centrale de Maurice, les transferts des migrants vers Maurice ont connu une forte hausse de +28,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Ils ont en effet atteint un montant de 737 MMUR (environ 15,8 MEUR) au T1 2023, contre 575 MMUR (12,3 MEUR) à la même période en 2022. Sur l'ensemble de l'année 2022, les remises des migrants entrants ont été de 2,8 Mds MUR, soit une baisse de -4,6 % par rapport à l'année 2021 (3 Mds MUR). Les trois premiers pays d'origine des fonds au T1 2023 sont respectivement la France (154 MMUR), suivie des Etats-Unis (95 MMUR) et du Royaume-Uni (83 MMUR). Les transferts de migrants de Maurice vers l'étranger ont été de 2,5 Mds MUR (53,5 MEUR) au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, soit une hausse de +12,1% par rapport au T1 2022 (2,2 Mds MUR, soit 47 MEUR). Ces transferts vers l'extérieur ont représenté 8,7 Mds MUR (186 MEUR) en 2022. Les trois

premiers pays de destination des fonds au T1 2023 sont respectivement le Bangladesh (1 Md MUR), l'Inde (901 MMUR) et la France (99 MMUR).

## Ouganda

### FY 2022/2023 : la monnaie en circulation a augmenté de 7,1 %

Sur l'année fiscale 2022/2023 (qui s'est terminée en juin 2023), la monnaie en circulation est passée de 6 800 Mds UGX à 7 300 Mds UGX (soit une augmentation de 7,1%) du fait de l'expansion de l'économie. Cependant, cette augmentation reste inférieure à celle de la fin de l'année fiscale 2021/2022 au cours de laquelle la masse monétaire avait augmenté de 818 Mds UGX pour atteindre 6 800 Mds UGX. Par ailleurs, la *Bank of Uganda* projette une augmentation de la demande monétaire dans les années à venir, ce qui nécessitera un travail important sur l'efficacité du traitement monétaire afin d'amortir le coût de l'émission de devises.

## Seychelles

### Les Seychelles inscrites dans la liste de l'Union européenne des pays non coopératifs à des fins fiscales

Dans un communiqué du 17 octobre 2023, le Conseil de l'Union européenne annonce que les Seychelles sont dorénavant inscrites dans la liste de l'Union européenne des pays non coopératifs à des fins fiscales aux côtés de deux autres pays, Antigua-et-Barbuda et le Belize. Cette décision porte le nombre d'inscrits sur la liste à 16 pays. Le Conseil de l'UE enjoint les Seychelles à améliorer leur cadre juridique et réglementaire, afin de résoudre les problèmes recensés, notamment en ce qui concerne la norme relative à l'échange de renseignements fiscaux sur demande, pour laquelle elle n'est pas « largement conforme ».

## Tanzanie

### La Tanzanie vise 15 Mds USD d'IDE par an d'ici 2025

La présidente Samia Suluhu Hassan a annoncé que la Tanzanie vise 15 Mds USD d'IDE par an d'ici 2025. S'exprimant lors d'un forum d'affaires en Inde, la Présidente a présenté la Tanzanie comme le pays mettant en place les réformes économiques les plus ambitieuses et progressistes du continent africain. Ce qui lui aurait permis de passer de 2 Mds USD d'IDE en 2020 à 5 Mds USD sur l'année fiscale terminée en juin 2023. De plus, ces dernières années, la Tanzanie a fait d'importants progrès dans l'amélioration de l'environnement des affaires via la digitalisation de procédures pour les investisseurs étrangers par exemple. Enfin, la présidente a ajouté que la Tanzanie cherche à attirer au moins 3 Mds USD d'IDE en provenance d'Inde d'ici 2025. Pour rappel, l'Inde est l'un des cinq principaux investisseurs en Tanzanie avec un stock d'IDE avoisinant les 3,9 Mds USD depuis 1997. Ainsi, alors que se tient cette semaine à Pékin le 3ème forum des Nouvelles Routes de la Soie, la Tanzanie a privilégié la rencontre des investisseurs historiques indiens.

# CONTACTS

## Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

## Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE [julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

## Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

## Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO [annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

## Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN [jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr), [heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr](mailto:heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : [michael.mbae@dgtresor.gouv.fr](mailto:michael.mbae@dgtresor.gouv.fr) ; [nairobi@dgtresor.gouv.fr](mailto:nairobi@dgtresor.gouv.fr)